

Accord provisoire sur le Fonds européen de la défense: un précédent dangereux pour le fonctionnement démocratique de l'Europe

Bruxelles, le 26 mars 2019

Hier soir, la Commission Industrie, Recherche et Énergie (ITRE) du Parlement européen (PE) a adopté l'accord provisoire conclu avec le Conseil de l'UE sur le Fonds européen de la défense 2021-2027. **Le vote final en plénière est prévu le 17 avril.**

En l'état actuel, ce compromis **crée un précédent dangereux pour le fonctionnement démocratique de l'UE, en particulier concernant le rôle du Parlement**: en dérogation des règles habituelles, la Commission européenne adopterait les programmes de mise en œuvre de ce Fonds via des 'actes d'implémentation' qui excluront le parlement européen (art.27), alors que les États membres bénéficieront d'un pouvoir de veto via le Comité de programme (art.28.2).

Ce qui devait être une exception pour le programme pilote de 2 ans précédent ce Fonds*, afin de répondre à une contrainte de temps particulière, deviendrait alors la norme pour les 7 prochaines années. Et cela ne concerne pas seulement un nouveau champ d'action dans un domaine sensible: la même dérogation est proposée pour le programme Connecting Europe Facility (financement des réseaux de communication trans-européens), ouvrant la voie à un contournement systématique du Parlement par les États membres et remettant en cause les procédures démocratiques de l'UE.

La Conférence des Présidents, composée du Président du PE et des Présidents des groupes politiques, avait pourtant donné un mandat clair aux négociateurs du PE: rejeter tout accord sur le Fonds défense qui remettrait en cause le rôle habituel du PE dans la mise en œuvre des programmes. Mandat qui fut finalement ignoré par une majorité de négociateurs au profit de considérations partisans et nationales.

"Qu'un parlement doté de pouvoirs législatifs et budgétaires renonce à son rôle de contrôle pendant 7 ans sur un Fonds de 13 milliards d'euros est sans précédent. Avec un tel compromis, l'UE est en passe de devenir une vache à lait au profit d'un agglomérat d'intérêts nationaux court-termistes, et le Parlement de se réduire à une simple chambre d'enregistrement" alerte **Ann Feltham, coordinatrice parlementaire au CAAT (UK)**.

L'accord provisoire pose un bon nombre d'autres problèmes, déjà régulièrement soulevés par l'ENAAAT. En particulier, **le processus d'évaluation éthique est loin d'être transparent et crédible** (art.7).

L'examen éthique aura lieu uniquement avant la signature du contrat et sur la base d'auto-évaluations par les consortium bénéficiaires ; La liste d'experts indépendants chargés d'assister la Commission dans l'évaluation et le suivi des projets ne sera pas publiée, empêchant tout contrôle extérieur sur de possibles conflits d'intérêts ; enfin, la possibilité de mener des contrôles éthiques pendant la mise en œuvre et/ou de stopper un projet sur motif éthique a été supprimée.

"Présentée comme une réponse aux préoccupations de la société civile, cette évaluation éthique relève plutôt de la mascarade, donnant un rôle central à l'industrie et utilisant l'excuse de la 'sécurité nationale' pour généraliser la pratique du secret" déclare **Bram Vranken, porte-parole de Vredesactie (B)**.

Le Fonds pour la défense va exacerber la course mondiale aux armements, malgré les dénégations officielles.

Contribuer à la compétitivité de l'industrie est l'un des objectifs du Fonds, et la "création de nouveaux débouchés commerciaux dans l'UE et au-delà" fait partie des critères d'attribution. Par ailleurs, l'UE n'aura aucun droit de regard sur les exportations d'équipements militaires financés par l'UE: les États membres, avec leur pratiques divergentes, gardent le contrôle sur les licences d'exportations même pour les équipements issus de subventions européennes.

Le texte de compromis rejette également la proposition du PE de ne pas financer la Recherche & Développement (R&D) pour les armes légères et de petit calibre lorsque l'objectif principal est l'exportation.

* Le European Defence Industrial Development Programme (EDIDP) va dédier €500 million à la phase de développement de technologies militaires en 2019-2020

“Étant donné que l’industrie européenne de l’armement vend une part importante de sa production en dehors de l’Europe, subventionner la R&D militaire pour booster sa compétitivité mondiale va inévitablement augmenter les exportations d’armes dans les zones de tension ou de conflit ; la prolifération des armes encourage à son tour l’usage de la force plutôt que les solutions pacifiques” ajoute **Tony Fortin, chargé d’études à l’Observatoire des armements (FR)**.

Le Fonds pour la défense va toujours contribuer au développement d’armements controversés.

Si l’exclusion d’armes létales autonomes sans possibilité de contrôle humain sur les fonctions critiques, obtenue *in fine* par le Parlement, est à saluer, la R&D pour d’autres types de systèmes autonomes ou sans pilote est toujours éligible, tels que les drones armés ou les systèmes complètement autonomes à but uniquement défensif.

“Ne sont pas exclus non plus tous les types d’armes de destruction massive, notamment la technologie nucléaire ou le phosphore blanc. Dans un contexte où les traités internationaux ‘évidents’ peuvent être soudain remis en cause par les grandes puissances, il est inquiétant de voir que l’UE évite de se doter de normes claires lorsqu’il s’agit de développer de nouveaux systèmes d’armes” conclut **Francesco Vignarca, coordinateur du Réseau italien pour le désarmement**.

Le [Réseau européen contre le commerce des armes](#) (ENAAT) est un réseau informel d’associations et d’individus qui considèrent le commerce des armes comme une menace à la paix, à la sécurité et au développement, et l’industrie militaire comme un acteur encourageant la course mondiale aux armements.

Contact presse: Laëtitia Sédou, tél: +32.2.234.30.60 - mobile:+32.496.15.83.91 - laetitia@enaat.org

Plus d’information:

[Progress report reflecting the common understanding reached on the European Defence Fund](#), 01.03.2019

Déclaration conjointe de 44 ONGs: [Les risques du nouveau Fonds européen de la défense](#), 15.11.2018 (CZ, EN, FR, NL, SP, SW)

Communiqué [Le Parlement européen fait un pas supplémentaire vers la militarisation de l’UE et le développement d’armes controversées](#), 03.07.2018 (EN, FR, IT, NL)

Lettre ouverte aux euro-députés: [“stop EU funding to military R&D”](#), 29.06.2018

Communiqué: [Plus de 700 chercheurs appellent leurs collègues à dénoncer le programme européen de recherche militaire](#), 27.06.2018 (EN, ES, FR, IT)

Communiqué: [Le Fonds de Défense européen va lancer la courses aux armes autonomes, au profit de l’industrie, déclare l’ENAAT](#), 13.06.2018 (DE, EN, FR, IT)

Opinion: [Support for the arms industry will not make the world a safer place](#)

Opinion: [EU should give more funds to peace, not subsidise the arms industry](#)

Opinion: [How the arms industry is staging a European coup](#)

Opinion: [EU defence policy ready for psychiatric treatment](#)

[ENAAT Online Information Tool on the European Defence Fund](#)